



CNESER du 11 juin 2019

Projet de décret portant fusion de l'INRA et de l'IRSTEA

Intervention de François Trinquet – Expert FO ESR Irstea

Je partirai de ce qui a été dit concernant les Unités de Recherche : « pas de changement de périmètre des URs ».

Aujourd'hui, l'organisation de la recherche préparée dans le cadre du projet de fusion a été menée par en haut. Aujourd'hui, les équipes de recherches, les chercheurs, ingénieurs et techniciens n'ont pas été impliqués dans cette construction scientifique. Vous dites M. Michel (PdG Irstea) que dans le cadre de la fusion « il n'y aura pas de changements ». Qu'en sera-t-il si la fusion devait être effective ?

Ce qui est sûr, aujourd'hui, est qu'il n'y aura pas de dotations supplémentaires aux Unités de Recherche Irstea en vue de palier leur manque de dotations par rapport à celles de l'INRA. « Il est peu probable que les URs de l'Irstea aient les dotations de celles de l'INRA » dixit M. Mauguin au CT conjoint Inra-Irstea du 27 mai. Aujourd'hui, il n'y a pas effectivement de changement de périmètre financier des URs de l'Irstea.

Juste avant le courrier des ministres de tutelles du 6 février 2018, vous (M. Michel) nous annoncez lors d'une Assemblée Générale que cette opération pourrait être très bénéfique pour les URs de l'Irstea puisque les URs de l'Inra pourraient se séparer de 10% de leurs subventions afin de nous les redistribuer (ratio de 1 pour 10 des personnels Irstea par rapport aux personnels Inra) ! Nous ne pouvons bien évidemment pas cautionner ce type de raisonnement.

Vous et M. Mauguin avez envoyé un rapport d'étape aux tutelles en octobre 2018, dans lequel vous dressiez ensemble un chiffrage permettant d'évaluer le coût de cette opération de fusion. Voici la réalité des prix que vous avez-vous-mêmes établis et la liste n'est pas exhaustive :

3,2 millions d'euros de mise en place du système en une fois

2,4 millions d'euros de convergence des régimes indemnitaires / an

2,4 millions d'euros d'alignement de dotations des URs Irstea sur les URs Inra / an

5 millions d'euros restants à verser pour la reconstruction d'un hall qui s'est effondré à Montpellier en début d'année 2018. Je le précise car dans votre rapport d'étape vous indiquez, à juste titre, que sans le financement par les tutelles de ce sinistre, le processus de fusion en cours pourrait être mis à mal.

Qu'a-t-on aujourd'hui ? Comme l'a rappelé ma collègue de Sud Recherche : 4 millions d'euros dont déjà 2 million d'euros engloutis par le cabinet Alixio spécialisé dans l' « aide au changement » !

Je demande aux membres du CNESER de porter une attention particulière à ces problèmes de financement car ils présageraient d'une recherche à deux vitesses dans le futur établissement. Aujourd'hui, le mécontentement sur cette question de financement est palpable à tous les niveaux dans les Unités de Recherche.

FO ESR avait dès le début insisté sur le fait que ce processus engagé au nom de la science s'inscrivait surtout dans CAP 2022 : réduction drastique des services publics.

Je voudrais dire un mot également sur la façon dont sont traités les personnels d'appui à la recherche dans la phase dite d'entretien de préfiguration. Quelques 1200 agents des deux organismes ont été auditionnés lors de ces entretiens de préfiguration. Certains ont été auditionnés par 5 membres ! Les exemples de dysfonctionnements ont été nombreux ... car tout est fait dans la précipitation. Pour ces entretiens, nous avons demandé, même si nous en dénonçons le principe, qu'ils soient suivis d'un compte-rendu écrit permettant à l'agent d'avoir tous les éléments d'appréciation sur ce qui pouvait avoir été dit. Cela nous a été refusé ! Alors que les agents jouaient une partie de leur avenir professionnel dans cet exercice.

Nous avons demandé en Intersyndicale (CGT, SUD, FO), à plusieurs reprises, d'avoir le temps d'établir avec la direction les organigrammes cibles permettant ensuite aux agents de se positionner, cela nous a également été refusé !

Pour toutes ces raisons nous sommes partie prenante de la demande formulée par l'intersyndicale (CGT, SUD, FO d'Irstea et de l'Inra) de report d'à minima un an de la date de cette fusion.

Vous avez commencé votre intervention en considérant que l'unification de deux organismes majeurs de la recherche environnementale était un « enjeu majeur pour la planète et ses habitants » mais aujourd'hui les personnels et les équipes de ces deux établissements ne semblent pas faire partie de ces enjeux.

Je vous remercie.